

Une transition achevée ou amorcée ?

IL faut remonter jusqu'aux élections de 1989 pour saisir les circonstances de la naissance du grand mouvement malgache pour la démocratisation qui a abouti à la mise en place de la Troisième République.

Les élections présidentielles de 1989 : une partie à rejouer pour la société civile

C'est en effet dans la dénonciation des résultats des élections présidentielles de 1989, qui virent la deuxième réélection de Didier Ratsiraka, que les différentes instances d'opposition existantes firent leur unité. Ratsiraka avait obtenu 62 % des suffrages seulement ; encore avait-il fallu dans certaines villes, comme Fianarantsoa, inverser les résultats, qui étaient favorables au candidat d'opposition, Manandafy Rakotonirina. Le CNOE (Comité National d'Observation des Élections), mis en place en mars 1989, connaîtra un développement rapide, étendu à tout le pays, cependant que les Églises unies au sein du FFKM organisaient en 1990 deux concertations successives réunissant de nombreux représentants d'associations religieuses et civiles. Ainsi se généralisa peu à peu la revendication d'abolition du Front de la Révolution, qui groupait, sans réelle unité idéologique, tous ceux qui appuyaient le pouvoir en place et en tiraient profit : on voulait un pluralisme politique réel et une séparation des pouvoirs. C'était réclamer une nouvelle Constitution et rejeter le « Petit Livre Rouge », qui avait servi de fondement idéologique à la Deuxième République.

Cependant, le président, satisfait d'avoir passé le cap des élections, verrouillait le système. Le mouvement d'opposition grossit,

sous le nom de « Forces Vives », jusqu'à amalgamer 72 groupes politiques ou syndicaux. C'était un ensemble hétérogène, que souda la volonté de chasser Ratsiraka. Le chirurgien Albert Zafy, ancien ministre de la Santé du général Ramanantsoa, en 1972, réputé intègre et courageux, fut élu à la tête du Conseil Permanent des Forces Vives en février 1991. La situation prit une tournure paradoxale : en ces lendemains d'élection où tout était officiellement joué pour sept ans, se produisit une intense mobilisation de la société civile. Elle affirmait que la partie était à rejouer, cependant que le président se vantait d'avoir procédé à sa propre perestroïka « avant Gorbatchev » et ne concédait qu'un simple « toilettage » de la Constitution.

Lors du 1^{er} mai, les manifestants s'organisèrent à Fianarantsoa, en Betsileo, et à Tananarive. Dans la capitale, leurs rassemblements se tenaient sur la place du 13 mai [1972], date commémorant la chute de la Première République. La Bible leur fournit ses références, avec le récit de la prise de Jéricho par Josué, au bout de sept tours des murailles, une référence analogue à la prise de la Bastille dans notre mythologie révolutionnaire. Le bras de fer entre un gouvernement provisoire autoproclamé le 22 juin, issu du Conseil Permanent des Forces Vives, et le président s'accrut en juillet, avec le début d'une grève générale (qui durera plus de six mois) et l'occupation des ministères. Il culmina lors du massacre de Iavoloha (site du palais présidentiel) à la suite d'une gigantesque marche non violente sur la citadelle où le président vivait retranché, à 14 kilomètres de la capitale, sous la protection du régiment de sa garde (1). Madagascar apparut alors, enfin, sur les écrans de télévision du monde entier.

Qui étaient ces manifestants ? En 1971 on avait vu se dresser des jacqueries paysannes dans le Sud, et en mai 1972 se révéler dans les combats de rue un sous-prolétariat de jeunes « ZOAM ». Le mouvement de 1991 est très différent. Il a rassemblé petits fonctionnaires, respectables mères de famille, religieuses, étudiants au bord du chômage, comités d'ouvriers et d'employés, comités de quartiers. Masse énorme, patiente, bien organisée, rendue, par son éducation au temple ou à l'église, hostile aux *rotaka*, les émeutes où l'on casse et l'on pille, d'autant plus que celles-ci, lancées par les TTS (« jeunesses conscientisées »), jeunes chômeurs regroupés par le ministère de la Population, avaient servi dans les années 80 à briser toute velléité de manifestation des honnêtes gens. Après des années de silence, dominant leur peur (2), les gens, rayonnants,

(1) Entraîné d'abord par les Nord-Coréens puis par les hommes du GIGN.

(2) L'année 1985 fut marquée par l'assassinat, jamais éclairci, de plusieurs religieux et par l'assaut donné par des automitrailleu-

ses, en pleine capitale, à la maison du maître du mouvement Kung Fu et de ses disciples. Les jeunes Kung Fu entendaient lutter contre le racket urbain, protéger les marchés et les commerçants, restaurer l'ordre.

revendiquaient une dignité d'acteurs de la vie nationale. Ils étaient partis pour reconstruire leur société. Si les manifestations de la capitale étonnent par leur déploiement énorme, leur ouverture par un culte chrétien, celles des villes de province ne furent pas moins surprenantes, révélant que le président ne « tenait » ni Majunga (abandonnée par ses dirigeants) ni Tamatave (son « fief » en principe) ni Tuléar.

Dans l'autre camp, le président avait désigné deux jours avant l'épisode de Iavoloha le maire de Tananarive, Guy Razanamasy, comme nouveau Premier ministre. Choix habile : le maire avait fait preuve au long des événements urbains d'une grande capacité de négociation. Mais choix trop tardif : déjà le président aux abois adoptait des scénarios régressifs. Dénonçant les manifestations comme un prélude à un conflit ethnique, il avait fait ratifier par l'Assemblée nationale Populaire la proposition de déplacer la capitale dans une ville côtière en cas de besoin, puis recevait chaque jour devant les caméras de télévision l'allégeance de notables traditionnels de l'Est et du Sud-Est qui furent désavoués par leurs compatriotes côtiers. Cependant, les Assemblées représentatives de cinq provinces, isolant ainsi la province de Tananarive, se proclamèrent « États fédéraux » pour permettre à Ratsiraka d'affirmer que le seul problème de l'heure était celui de l'unité de l'île (3). Les réflexions livrées par T. Rakotondrabe montrent bien le caractère démagogique de ces arguments exploités déjà par le colonisateur contre les courants nationalistes des Hautes Terres. Le danger n'en était pas moins réel à Diego Suarez où les fédéralistes remirent en liberté la pègre du pénitencier de Nosy Lava, ou quand des groupes coupèrent la voie ferrée de Tamatave et donc le ravitaillement en carburant des Plateaux.

Durant ces heures dramatiques, l'armée s'est tue. Divisée par des rivalités soigneusement entretenues, mal équipée, à l'exception des forces de répression, parcellisée par sa participation à de nombreuses tâches non militaires, il est douteux qu'elle ait été en état d'intervenir. L'usure des partis était évidente, lisible dans la prudence de Manandafy Rakotonirina, le leader du MFM, à qui on reprochait toujours ses débuts fracassants de gauchiste en 1972, et qui préconisait une transition en douceur, basée sur la négociation ; lisible aussi dans la remontée laborieuse du pasteur Richard Andriamanjato, qui cherchait à rénover une AKFM fondée en... 1958. Muets aussi les organismes internationaux et l'ambassade de France, qui semble avoir reçu des directives de retrait, après un temps où le nouvel ambassadeur avait mené des consultations auprès du CNOE et des divers courants des Forces Vives (4). Muets aussi les

(3) « Si je pars, le pays va connaître un terrible conflit ethnique. » à ce que le président recueille 85 à 90 % des voix !

(4) On s'attendait à l'ambassade, en 1989,

intellectuels, usés par les problèmes que pose la vie au quotidien, tournés vers la France et l'extérieur en général à un degré qui en fait des expatriés de l'intérieur. Ils n'ont pas pu ou pas osé maintenir une pensée critique à l'échelle nationale, les mieux placés d'entre eux contribuaient à la gestion de l'ajustement structurel en jouant le rôle d'experts locaux bien payés, au service de la Banque mondiale, du FMI, des ONG.

Restaient les Églises, milieu le plus précocement mobilisé sur le thème de la démocratisation. Face à un « État brigand », elles étaient devenues peu à peu un recours, un pouvoir de substitution. Leurs œuvres étaient les seuls lieux où l'on pouvait recourir aux soins médicaux, à l'entraide. Leurs salles de réunion étaient les seuls lieux où l'on pouvait, sans payer, accéder à la culture, qui, du coup, se résumait pour beaucoup de gens à la Bible. D'importants financements venus de l'étranger en faisaient des redistributrices, se substituant à l'État auprès des pauvres. Unies sur un terrain pratique dans l'organe à but primitivement œcuménique qu'est le FFKM, créé en 1980, elles atteignaient par capillarité la paysannerie et les déshérités urbains, « conscientisaient » nombre d'intermédiaires culturels. C'est le FFKM qui fut partie prenante de la Convention du 31 octobre 1991, dite « du Panorama », mettant fin à l'affrontement et ouvrant une période de transition de 18 mois. Pendant cette période, Ratsiraka restait président de la République, cependant qu'A. Zafy devenait président de la Haute Autorité de l'État : une dualité qui a disparu avec l'avènement de la Troisième République, lors de la proclamation des résultats des élections présidentielles. C'est encore au FFKM qu'on doit le choix d'un Forum National plutôt que d'une Assemblée Constituante, sur un modèle qui rappelle celui du Bénin. Si éloignée de l'Afrique dans les années soixante, Madagascar a donc identifié son combat aux luttes africaines pour la démocratisation. Le Forum tenu en mars 1992, la Constitution adoptée, un nouveau président élu ainsi qu'une nouvelle Chambre des Députés : un cap est franchi ; la transition peut paraître politiquement réussie. Qu'en est-il sur d'autres plans ?

L'installation de nouveaux prébendiers à côté des anciens ?

Qui sont, en définitive, les principaux gagnants de cette longue phase de désordre, pendant laquelle l'État était moins vacant que proliférant, pendant laquelle il ne contrôlait pas la situation mais n'était pas davantage contrôlé ou au moins suivi ? Il convient de distinguer, du moins dans un premier temps, l'économique et le social du politique. La crise politique et le changement de régime qui en a résulté se sont produits dans une période cruciale en

matière économique : certes, il y avait déjà dix ans que le régime Ratsiraka avait dû commencer de se plier aux demandes du FMI et aux restructurations imposées par la Banque mondiale. Mais, pour ce qui touche à la privatisation des entreprises publiques, les forces d'inertie étaient telles que le processus s'amorçait seulement au moment où éclata la crise politique.

C'est donc quant tout un chacun avait les yeux braqués sur les manifestations de rue, puis sur le Forum National et les discours des ténors politiques que des décisions économiques capitales ont été prises à la sauvette sous l'égide du Premier ministre Razanamasy et de son entourage. Guy Razanamasy avait une bonne expérience personnelle, sous le régime précédent, de la relation entre politique et affaires ; ce pharmacien qui avait dû fuir Tamiatave, ruiné pour les troubles de 1972, s'était constitué une fortune en obtenant de Ratsiraka le monopole de l'importation des médicaments. Il s'agissait cette fois d'inverser formellement le processus : privatiser la gestion et les bénéfices, mais en maintenant une situation de monopole ou d'oligopole, d'ailleurs souvent peu évitable vu les faibles dimensions de l'économie malgache.

A maints égards, la différence est de pure apparence : l'exemple de Razanamazy montre bien que déjà, du temps du « socialisme » ratsirakien, l'étatisme, par un système de « fermiers », pouvait déboucher officiellement sur le profit privé ; d'autres exemples peuvent être cités comme l'exportation de certaines pierres précieuses, fief de l'épouse du président, ou l'OMNIS, source de grasses prébendes au profit d'un quarteron de généraux dont on achetait ainsi la retraite politique et militaire. De façon moins apparente, il est avéré que bien des administrateurs d'Offices d'État détournaient à leur profit une large part des fonds dont ils étaient responsables pour les recycler par l'intermédiaire d'hommes de paille, souvent indo-pakistanaï. Les changements réels ont donc porté sur l'idéologie officielle et sur l'identité des bénéficiaires des opérations de privatisation.

Certes, et ici encore on peut citer le cas de Guy Razanamasy, bon représentant de la bourgeoisie merina, il serait fort abusif d'affirmer que des « côtiers » aient été les seuls bénéficiaires des largesses du régime antérieur : les coteries, souvent régionales, les relations sociales, voire mondaines, avaient souvent été plus importantes que les strictes appartenances ethniques. Il n'en est pas moins vrai que des « côtiers », et au premier chef la famille de Ratsiraka (notamment sa femme et son frère Étienne) avaient été les principaux bénéficiaires de l'affairisme d'État. L'affairisme privé orchestré par l'État a par contre, dans la phase de transition, profité au premier chef à une bourgeoisie merina qui, dès le début des privatisations (à partir de 1985) avait commencé, profitant sans nul doute de sa meilleure connaissance du monde anglo-saxon, fonda-

mentale dans la discussion avec les instances internationales, de racheter pour une bouchée de pain les premières affaires mises sur le marché. Dans le temps de la transition, le délit d'initié est devenu une norme pour un petit groupe qui s'est octroyé l'essentiel des « biens nationaux », cependant que le plus grand nombre tendait à privilégier le politique (« il faut d'abord que Ratsiraka s'en aille ! ») sur l'économique (l'« intendance » doit suivre...).

Ces décisions économiques n'ont pas été les seules à être adoptées comme à la sauvette : d'autres dossiers cruciaux comme la charte de l'audio-visuel ou le projet de loi-programme sur l'enseignement, avec le retour massif de la langue française dont Claudine et Claude Bavoux montrent dans un article de ce numéro l'ambiguïté et le caractère utopique. Plus lié aux turbulences politiques est l'adoption d'un nouveau statut de la fonction publique, très avantageux pour le groupe des fonctionnaires, statistiquement insignifiant, mais politiquement sensible, puisqu'il fournissait, directement ou par ses dépendants, une large part des manifestants des « Forces Vives », d'autant plus fidèles aux rendez-vous de la place du 13 mai qu'ils continuaient de toucher leurs salaires... Autant de mesures concernant des domaines essentiels qui ne peuvent que brider l'action des responsables politiques, tard venus au terme d'un long processus constitutionnel puis électoral.

Si l'on en juge par la composition du gouvernement, laborieusement mis en place en septembre-octobre 1993, la troisième République paraît être le temps des héritiers... de la Première. Il convient cependant d'y regarder de plus près. Car les nouveaux venus, qui ont à se faire un prénom, sont beaucoup moins les descendants de ceux des leaders du Parti Social Démocrate qui avaient accédé au pouvoir par le mérite, l'école laïque, l'administration, que la descendance de la fraction aristocratique et côtière de ce groupe dirigeant. Parmi eux on relève notamment deux avocats qui ont su se mettre largement à l'abri du besoin en gérant avec talent les avoirs des commerçants de Tamatave, dans le cas de Maître Sylla, qui est, après son père, ministre des Affaires étrangères, et le Premier ministre, Francisque Ravony (dont le père était président du Sénat), avocat d'affaires à Tananarive, où il avait parmi ses clients nombre de gros possédants et notamment Ratsiraka. Hommes à l'aise certes, connaissant fort bien le monde des affaires, mais qui se situent à sa marge. Ce gouvernement, jeune dans l'ensemble, « côtier » dans sa très grande majorité (le ministre de l'économie, Tovo Rabetsitonta, est presque une exception), avec une forte représentation de l'Ouest et du Sud-Ouest, compte aussi nombre d'intellectuels, dont certains ont fait leurs premières armes en 1972. Ce ne sont pas, dans l'ensemble des ignorants en politique, mais peu d'entre eux sont (ou sont déjà) à proprement parler des politiques. Comment sauront-ils manœuvrer sur un terrain miné, pris entre

un président qui ne se sent pas l'élu du suffrage universel pour inaugurer les chrysanthèmes et un parlement, doté de forts pouvoirs de contrôle mais fragmenté en une multitude de partis (5) avec lesquels peuvent espérer jongler quelques vieux routiers de la politique, dont le plus notable est le pasteur Andriamanjato (35 ans d'expérience), président de l'Assemblée ?

Renouveau peut-être, mais sans nouveauté véritable. Ceci tient à la permanence d'un système clientéliste dans lequel une vieille garde contrôle jalousement l'émergence de plus jeunes aux postes de responsabilité. Mais ce système ne fonctionne plus comme au temps de la Première République où les incontestables dons d'organisation du Secrétaire Général du PSD, André Resampa, l'assistance technique française, voire les pressions de notre ambassade avaient permis au parti dominant de constituer un minimum d'appareil, et de fédérer, du moins pour une dizaine d'années, des séries de coteries locales. Faute de pressions extérieures (ou par multiplicité de ces pressions), faute de temps aussi, voire de talents, le paysage politique s'est fragmenté en une mosaïque de 54 petits partis, dont les états-majors ne comptent souvent guère plus de trois ou quatre personnes, qui fonctionnent par réseaux de relations, où les jeunes n'ont encore guère fait leur place. Les grandes dimensions du pays, les difficultés de communication, le manque de ressources laissent la part belle aux vieux systèmes de relations, à bases régionales et familiales, plutôt que strictement ethniques.

Les tentatives pour briser le système de cooptation politique ou de sélection par le haut (c'est-à-dire largement par d'anciens partisans de Ratsiraka) n'ont pas été productives. Les résultats honorables du MFM, présent aux législatives dans toutes les provinces alors qu'il était amoindri et divisé par le très mauvais score de son leader, Manandafy Rakotonirina, aux élections présidentielles, montrent certes les effets positifs de solides implantations locales, mais ce parti qui fut membre actif, quoique intermittent, du « Front de Défense de la Révolution » peut-il incarner le changement ? Les essais de constitution de véritables partis nouveaux ont été des échecs, comme en témoigne le cas de Grad Ilo Afo, malgré son association bien structurée, ses groupes de réflexion, ses journaux, son leader, Rabetsitonta, démographe de bon renom, ayant l'oreille de la Banque mondiale, qui fit campagne aux présidentielles : tout ceci pour ne recueillir que 2 % des voix...

La société civile n'a pas seulement manqué, elle n'a, en apparence, pas tenté, son entrée en politique. Le FFKM, fédération des Églises chrétiennes, s'est, comme le montre Sylvain Urfer, imposé

(5) Le Premier ministre n'a été élu par le Parlement qu'avec 56 voix, soit 41 % des députés, mais il a pu obtenir son investiture

et former un gouvernement avec 72 % des suffrages des députés qui ont voté sur sa présentation de programme.

sur le devant de la scène voire posé en metteur en scène de la transition, mais c'est au risque de l'isolement d'une institution coupée de sa base de laïcs, qui ont souvent crié au cléricisme, mais aussi de ses mandants dans la hiérarchie des Églises. Le Comité National d'Observation des Élections a sans nul doute montré son savoir-faire et son dynamisme mais il s'est volontairement situé hors du champ de la politique politicienne, au service de la démocratie, garant du bon déroulement des élections. Pour ce faire, il n'est au service d'aucun parti et n'entend pas en devenir un. Il n'y a pas eu transformation (au sens où on l'entend en rugby) de l'essai qu'a été le succès des manifestations de masse sous la forme d'une recomposition réelle du champ politique et de création d'un nouveau langage.

On assiste au retour de vieux notables, à l'émergence sous leur égide de jeunes futurs notables, qui récoltent les fruits de manifestations de masse auxquelles ils n'ont pas même daigné participer. Entre le besoin de changement, et d'abord de réarmement moral, d'une majorité de la population d'une part, et, de l'autre, les discours et les pratiques de prétendants qui ont su tirer bénéfice du régime précédent et peuvent en escompter plus encore du nouveau, il existe un gouffre dont on voit mal comment il peut être comblé. N'assisterait-on pas à une répétition de la séquence qui marqua le passage de la Première à la Deuxième République ? Mai 1972 avait montré les capacités d'organisation spontanée de foules réagissant à court terme à un événement (6) ; l'année suivante avait été marquée par l'expression souvent vigoureuse d'aspirations au changement dans les villes et campagnes. Mais ceci ne s'était traduit à terme par aucune mutation réelle des structures politiques. En irait-il de même aujourd'hui et serait-on revenu à la case Départ ?

L'urgence de la reconversion de demain

Cependant chacun sait bien aujourd'hui, jusque dans les couches moyennes de la société urbaine, comme parmi les élites rurales qu'il ne peut en être ainsi. La transition s'achève dans le désenchantement, parce qu'on a pris une conscience aiguë du mode de reproduction d'une classe dirigeante, dont le comportement n'a en réalité pas foncièrement changé depuis le XIX^e siècle, depuis que le contrôle de l'appareil d'État a été le moyen privilégié de l'exploitation économique, alors que précisément on doit faire face à des

(6) Sur cette période, voir G. Althabe : *Les luttes sociales à Tananarive en 1972*. Cahiers d'études africaines, 1981, n° 80 et R. Archer, *Madagascar depuis 1972. La marche d'une révolution*, L'Harmattan, 1976, 210 p.

défis qu'on ne peut éluder plus longtemps. Comment pourrait-on notamment ne pas aborder de front le problème de la croissance démographique, totalement occulté sous la Première République, dont la politique était nataliste, négligé pendant la Deuxième, évacué par les Églises chrétiennes ? Le seul frein réel à la croissance démographique est aujourd'hui l'effroyable dégradation du système de santé, la recrudescence du paludisme, avec leurs conséquences : l'augmentation de la mortalité infantile (15 %), mais aussi des décès d'adultes épuisés par la nécessité de travailler toujours plus pour subsister. On ne peut pas davantage se cacher les problèmes que pose un enseignement considéré à la campagne comme en ville comme un élément essentiel de promotion sociale. Comment peut-on réellement revenir à l'usage du français dans l'enseignement primaire alors qu'il n'est jamais pratiqué par la grande majorité de la population, qui possède une langue nationale unique ? Comment reconstituer un système d'enseignement supérieur quand le principe de son ouverture à tous les bacheliers a fait affluer, sur des campus dépourvus de tout, une foule d'étudiants sans ressources et sans perspectives de réussite réelle ? Les processus de sélection qui viennent d'être mis en place ont mis en lumière des problèmes majeurs : inégalité sociale des chances et fuite des plus aisés vers les établissements étrangers ou l'enseignement supérieur privé, disparités dans la qualité de l'enseignement dans les bourgs et dans les grands centres, favoritisme clientéliste manipulant le thème éternel de l'opposition entre Merina et « côtiers » et des handicaps de ceux-ci...

Ces problèmes doivent être traités alors que la Grande Île va selon toute vraisemblance connaître un bouleversement de ses bases économiques et notamment de son commerce extérieur, avec des conséquences fondamentales sur les équilibres régionaux. En forçant le trait, on distinguait à Madagascar trois grands types de régions : celles (essentiellement la côte orientale et le Nord) qui fournissaient des produits agricoles d'exportation, la façade occidentale et la cuvette de l'Alaotra qui écoulaient leurs excédents de récoltes (vivres et coton surtout) sur le marché national, enfin les Hautes Terres centrales, souvent déficitaires, médiocrement industrialisées, vivant pour une part du commerce, des salaires de l'administration, des missions, des entreprises, plus généralement du secteur tertiaire, prélevant ainsi, selon le stéréotype de l'opposition plateaux-côtes, une part des ressources des façades côtières productives. Ce schéma simplifié est en train de perdre tout son sens.

Les régions occidentales sont celles dont la fonction évoluera sans doute le moins : leur potentiel productif, important, est déjà en voie d'intensification : elles pourraient contribuer davantage aux exportations en couvrant une part croissante de la demande des petites îles voisines et notamment de Maurice, en produits vivriers.

Mais c'est surtout l'équilibre, et donc le rapport de forces entre Est et Centre qui est remis en question. Les exportations classiques de la côte orientale n'ont aucun avenir : le café Robusta, premier produit d'exportation, est vendu pratiquement à perte ; le clou de girofle ne sera bientôt plus acheté par l'Asie du Sud-Est, premier consommateur mais maintenant gros producteur ; la vanille n'a de marché qu'en fonction de décisions américaines, limitant l'utilisation d'arômes artificiels : décisions politiques dont rien ne garantit le maintien. Reste le poivre... et quelques pistes nouvelles, le letchi, qui abonde, mais un ou deux mois de l'année, heureusement placés autour de Noël, les fruits tropicaux... qu'il eût fallu planter, ce qu'on n'a pas fait. Ces régions, lourdement chargées d'hommes, au Sud-Est surtout, incapables de se suffire en riz voient se restreindre, voire disparaître, leurs sources de numéraire et ces tropiques d'apparence riante seront à court terme dans une situation presque aussi délicate que l'Extrême Sud aride ; l'État a perdu ou va perdre ses sources classiques de devises. Pendant ce temps, les Hautes Terres connaissent une relative revanche économique : leur écologie tempérée, l'usage de techniques intensives, permettent une croissance rapide des productions maraîchères qui trouvent un marché dans les villes malgaches, voire dans les pays voisins. C'est à Tananarive d'abord, puis à Antsirabe que vont se concentrer les entreprises de Zone Franche (dans la confection notamment), fruits de la délocalisation d'activités des zones franches de Maurice, maintenant que cette île voisine amorce son passage vers des activités industrielles plus complexes. Le Centre ne pourra plus dès lors être considéré comme une région « parasite » tirant ses ressources de devises gagnées par certaines régions côtières.

Cette modification des équilibres inter-régionaux se combine à une évolution notable des rapports de force à l'intérieur des régions elles-mêmes, entre villes et campagnes, dont les premières manifestations remontent à 1972, lorsque, à l'initiative du colonel Ratsimandrava, furent supprimés l'impôt de capitation et l'impôt sur les bovins. Les campagnes y ont vu non point seulement un allègement fiscal mais la fin d'une sujétion. Certes, par la suite, l'institution des communautés décentralisées fut largement un leurre : elle fut opérée par le haut, les responsables locaux étant *de facto* désignés dans des formes proches du centralisme démocratique, cependant que l'étatisation du commerce enfermait les producteurs dans le carcan des réglementations. Mais les excès même de l'étatisation, combinée avec une gestion déplorable et un affaiblissement des moyens réels de l'État devaient susciter une réaction inverse : la reprise d'initiative dans un monde rural, conscient de détenir l'arme alimentaire. Les initiatives se sont multipliées dans les sens les plus divers : intensification de la riziculture, pêche fluviale et lacustre dans l'Ouest, pisciculture, production de pommes de terre

et de lait dans les régions les plus fraîches des Hautes Terres, cultures maraîchères, viticulture du sud du Betsileo...

Sans y être certes indifférentes, les campagnes ont assurément moins souffert que les villes de la réduction des importations, faute de devises, de la dégradation des infrastructures (elles ne connaissent guère les hôpitaux, elles avaient souvent des charrettes pour suppléer vaille que vaille à un parc automobile à bout de souffle) ; la remise en ordre orchestrée par les organismes internationaux les a moins affectées que les villes : elles ont moins souffert des dévaluations « sauvages », de l'établissement d'une vérité des prix, elles ont pu bénéficier de la rénovation de routes et de périmètres irrigués, de crédits pour l'importation d'intrants. Bref, tout donne à penser que le sort de paysans moyens peut être aujourd'hui moins misérable que celui de bien des petits fonctionnaires et que surtout le rat des champs, conscient de prendre une revanche sur le rat des villes, sent aussi qu'il a besoin de celui-ci comme intermédiaire ou comme client, que villes et campagnes ne survivront qu'associées.

Cette reprise de l'initiative dans les campagnes, qui fait voir la crise, au-delà de son sens de malheur, de son cortège de morts et de pillages, comme une mutation de fond, comporte néanmoins de larges zones d'ombre. Toutes les régions, tous les petits « pays », n'ont pas des chances égales. Sont sorties relativement bien de la crise les parties de l'île dont les potentialités de production sont fortes ou originales, non point nécessairement les mieux desservies par des moyens modernes mais celles qui peuvent évacuer leurs produits à distance modeste, fût-ce par charrettes ou porteurs. Malheur par contre aux régions qui vivaient des déplacements saisonniers de main-d'œuvre, devenus dangereux et moins rentables, malheur aussi à celles dont les notables ont su établir des réseaux de pillage jusqu'au plus profond des campagnes : une large part du pays betsileo est dans ce cas, comme le montre H. Rasamoelina. Avec les produits, les hommes et leurs relations ont circulé aussi les informations et les idées, point seulement par le bouche à oreille mais aussi parfois très concrètement par ces postes de télévision acquis on ne sait où, fonctionnant avec de vieilles batteries automobiles et qui, grâce aux antennes paraboliques que Ratsiraka, donnant au peuple les jeux du cirque, fit placer en 1990 pour diffuser les matches de la Coupe du Monde de Football, captaient les journaux télévisés français avant de suivre les débats politiques malgaches. L'information et le débat sont ainsi descendus peu à peu dans la profondeur du pays : une étude détaillée des élections, depuis les présidentielles de 1989, montrerait en dépit des falsifications que la concrétisation du débat dans les résultats des scrutins est passée progressivement de la capitale et des grandes villes aux villes moyennes puis aux bourgs, voire à un niveau plus modeste encore.

Si l'on descend au plus fin des échelles spatiales, jusqu'au niveau de l'exploitation, de la famille, c'est-à-dire déjà dans les différenciations sociales, les contrastes ne sont pas moindres. Certes, la paysannerie malgache n'a jamais été ce monde égalitaire, marqué par les relations d'amitié entre parents, qu'ont présenté les tenants de l'idéologie du *fihavanana* (7) les utopistes de la communauté villageoise *fokonolona*. Mais les contrastes sociaux n'ont fait que s'accroître à l'intérieur des paysanneries, de façon parallèle à ce qu'on a pu observer dans les villes où l'enrichissement insolent, et aujourd'hui affiché, d'un petit nombre, contraste avec la misère de masse. L'intensification agricole, la novation sont le fait d'une fraction très minoritaire de la paysannerie : elle doit moins à des facteurs de production importés, à des équipements qu'à l'exploitation de la force de travail, à une véritable prolétarianisation d'une part de la population. De ce point de vue, la situation dans certaines campagnes est absolument parallèle à celle des villes et il est probable que déjà une part des victimes en sont conscientes ; il est vraisemblable que des solidarités ne tarderont pas à se nouer. Les luttes sociales pourraient à terme assez bref prendre une réalité que ne parviendront plus à différer certains grands thèmes récurrents du discours politique.

La période de transition a, en effet, sonné le glas de nombre d'oppositions factices. La forme caricaturale et l'échec de la revendication fédéraliste marquent la fin des analyses en termes d'opposition Côtes/Plateaux. Les scrutins, et notamment l'élection présidentielle, ont montré son inanité présente : dans de larges parties de la société, on a pris conscience de ce que les clans qui s'opposent dans les sphères du pouvoir politique et économique n'ont pas une définition ethnique, qu'entre les riches de toute origine existent des alliances (y compris matrimoniales) qui peuvent avoir une profondeur historique mais que les intérêts contemporains ont renforcées. Dans l'ensemble de la société, si la confiance dans la parenté et le groupe d'originaires reste un élément essentiel d'organisation, elle ne suffit plus à elle seule, mais doit toujours être confortée par la confiance dans les personnes. La culture populaire, et notamment celle des jeunes, est de plus en plus métisse. Autre thème constamment manipulé, expression paroxystique du précédent, la rébellion de 1947 ne fait plus recette. Occulté sous Tsiranana, pompeusement célébré, et déformé, sous Ratsiraka comme expression du nationalisme de l'ensemble des Malgaches, l'événement ne concerne plus la jeunesse d'aujourd'hui. Comme toute rébellion qui a échoué sans doute, mais surtout compte tenu des conditions de

(7) Littéralement : « le fait d'être parents ». Ce terme désigne le mode de relations malgache considéré comme idéal, fait

d'unanimisme, de compréhension mutuelle et de solidarité.

son échec, elle entretenait une culture de l'échec et du ressentiment qu'on pouvait penser une constante de la pensée malgache et dont on constate maintenant qu'elle était historiquement située. La conception d'une rébellion trahie, parce que manipulée par le colonisateur, était aussi une façon de reporter sur la France, plus généralement sur l'étranger, la constante responsabilité des malheurs de l'île. Les Malgaches savent maintenant que leurs leaders, leurs gouvernants, eux-mêmes, sont eux aussi responsables : en bref, qu'ils sont indépendants.

Mais si les consciences se sont éclaircies, libérées, sur le plan politique, elles n'ont à l'évidence pas trouvé encore leurs porte-parole, leurs leaders au niveau national. On a vu la piètre situation du monde politique, l'inanité des partis actuels. Les Églises, qui paraissaient des recours sous la Deuxième République, des arbitres lors de la transition, sont sans doute elles aussi hors du jeu, du moins quant à leurs appareils : elles s'installent dans les lambris de la Troisième République et échapperont difficilement aux tentations paternalistes et cléricales. Bref, les canaux d'action politique d'une population dont la conscience et la capacité se sont renforcées considérablement jusqu'au fond des campagnes restent encore à trouver, alors que sans nul doute les tensions sociales ne peuvent que se renforcer. La Troisième République risque donc bien de n'être qu'une transition vers la Quatrième et la vraie « transition » vient sans doute seulement de s'ouvrir.

Françoise Raison-Jourde
Université de Paris VII
URA 363